



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction départementale  
de la cohésion sociale et de la  
protection des populations

Service protection et santé  
animales et installations  
classées pour la protection de  
l'environnement

Pôle protection de  
l'environnement

B.P. 91113  
73011 CHAMBERY CEDEX

Affaire suivie par : isabelle  
gardeur

Tel : 04 79 33 89 54

Courriel :  
ddcspp@savoie.gouv.fr

Monsieur Alain, Philippe RICHARD  
B.H.M  
9, rue de la Faviere  
73500 TERMIGNON

Chambéry, le 15 novembre 2011

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, le récépissé de déclaration au titre des droits acquis au regard de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), concernant l'installation de production de béton située lieu dit « Le Fonder » sur le territoire de la commune de SOLLIÈRES SARDIERES.

Une copie de ce récépissé sera affichée en mairie de SOLLIÈRES SARDIERES pendant une durée d'un mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Pour le directeur départemental,  
La chef du service protection et santé animales et  
installations classées pour la protection de l'environnement  
Laurence DENIS



PRÉFET DE LA SAVOIE

**Direction départementale  
de la cohésion sociale et  
de la protection des  
populations**

Service protection et santé  
animales et installations  
classées pour la protection  
de l'environnement  
Pôle protection de  
l'environnement

B.P. 91113  
73011 CHAMBERY Cedex

**RECEPISSE DE DECLARATION**

**D'INSTALLATIONS CLASSEES**

**AU TITRE DES DROITS ACQUIS**

LE PREFET DE LA SAVOIE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L513-1 et R513-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées telle qu'elle résulte de l'article R511-9 du code susvisé ;

**VU** le décret n° 2011-862 du 15 juillet 2011 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

**VU** le courrier en date du 24 octobre 2011 de la Société des Bétons de Haute Maurienne, dont le siège social est situé : 9, rue de la Favrière – 73500 TERMIGNON Cedex afin de bénéficier de l'antériorité au titre des droits acquis pour la rubrique 2518 suite à la modification de la nomenclature des ICPE par le décret susvisé pour l'exploitation d'une installation de production de béton située : lieu dit « Le Fonder », sur le territoire de la commune de SOLLIERES SARDIERES ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Didier MAMIS, Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, publié au Recueil des actes administratifs le 14 janvier 2011 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2011 portant subdélégation de signature de Monsieur Didier MAMIS Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations à Madame Laurence Denis, Chef du service protection et santé animales et installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Recueil des actes administratifs le 3 février 2011 ;

**ACCUSE RECEPTION**

A Monsieur Alain Philippe RICHARD, Gérant de la Société des Bétons de Haute Maurienne dont le siège social est situé : 9 rue de la Favrière– 73500 TERMIGNON, de sa déclaration d'antériorité du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation de l'installation de production de béton située : lieu dit « Le Fonder », sur le territoire de la commune de SOLLIERES EN SARDIERES.

Cette activité, soumise à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, relève du régime de la déclaration.

Rangée sous le n° 2518 ci-après de la nomenclature :

**N° 2518. Installation de production de béton : installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522. La capacité de malaxage étant :**

***b. Inférieur ou égale à 3 m<sup>3</sup>***

La capacité de malaxage délivré par l'installation est de 1 m<sup>3</sup>.

Le déclarant devra respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales correspondant.

#### **DELAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L.514-6 du code de l'environnement)**

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent récépissé est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

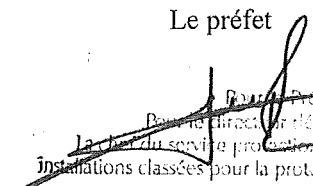
Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Chambéry le 16 NOV. 2011

Le préfet

  
Préfet, Préfet, Préfet,  
La chef du service protection et santé animales et  
Installations classées pour la protection de l'environnement

Laurence DENIS